

## **Chers ambassadeurs et chères ambassadrices de l'Organisation des Nations unies**

Alors que l'humanité est ébranlée par la pandémie de Covid-19, vous allez bientôt choisir les représentants mondiaux au sein de la plus haute instance décisionnelle de l'Organisation des Nations unies.

**En tant qu'organisations de la société civile et que citoyennes et citoyens qui défendons, au Canada et ailleurs, l'instauration d'une paix juste en Palestine/Israël, nous vous demandons respectueusement de rejeter la candidature du Canada à un siège au Conseil de sécurité des Nations unies.**

Vous aurez à choisir entre les candidatures du Canada, de l'Irlande et de la Norvège pour les deux postes accordés au groupe des *États d'Europe occidentale et autres États*. Nous vous invitons à garder à l'esprit la contribution historique de l'ONU à la dépossession des Palestiniennes et des Palestiniens et la responsabilité qui lui incombe de protéger leurs droits. En ces temps incertains, les Palestiniennes et les Palestiniens sont particulièrement vulnérables au Covid-19 en raison de l'occupation militaire d'Israël et de ses violations des résolutions de l'ONU.

Le gouvernement canadien, depuis au moins une décennie et demie, s'est maintenu constamment isolé et opposé à l'opinion mondiale en ce qui concerne les droits des Palestiniennes et des Palestiniens au sein de l'ONU. Depuis son arrivée au pouvoir, après le bilan douteux du gouvernement Harper, le gouvernement Trudeau a voté contre plus de cinquante résolutions des Nations unies défendant les droits des Palestiniennes et des Palestiniens, à l'encontre de la grande majorité des États membres.

Continuant sur cette lancée, en décembre 2019, le Canada s'est rangé du côté d'Israël en votant « non » à la plupart des résolutions des Nations unies sur la question de la Palestine. Trois de ces résolutions concernaient les réfugiés palestiniens, l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) et les colonies illégales. À chacun de ces votes, le Canada s'est distingué par un « non », contrairement aux « oui » de l'Irlande et de la Norvège.

Le gouvernement canadien a refusé de se conformer à la résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations unies du 23 décembre 2016, appelant les États membres à « *faire la distinction, dans leurs relations pertinentes, entre le territoire de l'État d'Israël et les territoires occupés en 1967* ». Au contraire, Ottawa étend son aide économique et commerciale à l'entreprise israélienne de colonisation illégale.

Le Canada a maintes fois pris parti pour Israël. Ainsi, Ottawa a justifié le meurtre par Israël de manifestantes et de manifestants de la « Grande marche du retour » à Gaza, tout en cherchant à dissuader la Cour pénale internationale d'enquêter sur les crimes de guerre israéliens. De surcroît, le ministre des Affaires étrangères du Canada a annoncé que l'obtention par le Canada d'un siège au Conseil de sécurité des Nations unies constituerait un « atout pour Israël » au sein du Conseil.

Lorsque aurez à prendre votre décision quant à quel pays représentera la communauté internationale au sein de la plus haute instance décisionnelle des Nations unies, nous vous exhortons à prendre en considération les droits, reconnus par les Nations unies, des Palestiniennes et des Palestiniens, qui souffrent depuis très longtemps, et à voter pour l'Irlande ou pour la Norvège, qui ont de meilleurs antécédents que le Canada en matière de protection des droits du peuple palestinien.

Votre signature

---